

**Audience publique du 2 février 2005**

Requête de Madame ..., épouse ...,  
...,  
en présence du ministre des Finances  
en matière de désignation d'un commissaire spécial  
(exécution du jugement du tribunal administratif du 15 mars 2004, n° 17038 du rôle)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête déposée au greffe du tribunal administratif le 30 juin 2004 par Maître Edmond DAUPHIN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., épouse ..., fonctionnaire auprès de l'administration des Contributions directes, demeurant à L-..., tendant à la désignation d'un commissaire spécial en vue de l'exécution du jugement du tribunal administratif du 15 mars 2004 inscrit sous le n° 17038 du rôle ;

Vu les pièces versées et notamment le jugement dont l'exécution fait l'objet de la requête introductive d'instance ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Arthur SCHUSTER, en remplacement de Maître Edmond DAUPHIN en sa plaidoirie à l'audience publique du 31 janvier 2005 en présence de Madame le délégué du Gouvernement Jacqueline JACQUES.

---

Le 17 juin 2003, Madame ..., épouse ..., commis auprès de l'administration des Contributions directes, affectée au bureau des recettes principal, adressa par la voie hiérarchique au ministre des Finances, une demande en obtention du service à temps partiel à raison de 75 % d'une tâche complète, lui permettant notamment d'apporter un soutien quotidien à sa grand-mère, avec effet à partir du 1<sup>er</sup> août 2003, en application de l'article 31-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Le 1<sup>er</sup> août 2003, le ministre des Finances refusa à Madame ... de lui accorder un service à temps partiel à raison de 75 %.

Le recours contentieux introduit par Madame ... à l'encontre de cette décision en date du 13 octobre 2003 s'est soldé par le jugement du tribunal administratif du 15 mars 2004 aux termes duquel la décision litigieuse fut annulée pour défaut de motivation.

Ledit jugement n'a pas été frappé d'appel, de sorte que Madame ... , par l'intermédiaire de son mandataire, s'adressa par courrier du 29 avril 2004 au ministre des Finances pour se voir autoriser à travailler à raison de 75 %, en rappelant que cette décision s'imposerait d'urgence étant donné qu'elle devrait soigner sa grand-mère.

Etant donné que cette lettre était restée sans suite, Madame ... a fait déposer au greffe du tribunal administratif en date du 30 juin 2004 une requête en application de l'article 84 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif afin de voir désigner un commissaire spécial pour prendre en lieu et place du ministre les mesures nécessaires à l'exécution du jugement rendu par le tribunal administratif le 15 mars 2004.

En date du 15 novembre 2004, le directeur des Contributions transféra un avis favorable relatif au service à temps partiel à raison de 75 % dans le chef de Madame ... au ministre des Finances.

Suite à la transmission de cet avis par le délégué du Gouvernement au tribunal administratif, le mandataire de Madame ... informa le tribunal qu'il s'oppose à la radiation de l'affaire tant que la décision définitive accordant le service à temps partiel à raison de 75 % d'une tâche complète n'est pas intervenue.

A l'audience du 31 janvier 2005 à laquelle l'affaire a été fixée pour plaidoiries, le mandataire de Madame ... informa encore le tribunal que la décision consacrant le service à temps partiel accordé à Madame ... est intervenue en date du 6 décembre 2004, de sorte qu'il renonce à la désignation d'un commissaire spécial.

Pour le surplus il précise qu'il maintient sa demande en condamnation du ministre des Finances à une indemnité de procédure pour l'ensemble de la procédure devant le tribunal administratif d'un montant de 2000 € et aux frais de l'instance.

Par arrêté grand-ducal du 6 décembre 2004, « *Madame ... épouse ...) ..., commis au bureau d'imposition Esch/Alzette de la section de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires de l'administration des contributions directes, est autorisée à assumer un service à temps partiel à soixante-quinze pour cent d'une tâche complète à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005* », de sorte que la requête introduite en désignation d'un commissaire spécial est devenue sans objet.

En ce qui concerne la condamnation à une indemnité de procédure, l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives dispose : « *Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine* ».

Il y a d'abord lieu de souligner qu'en ce qui concerne la condamnation éventuelle à une indemnité de procédure, il y a lieu de tenir compte exclusivement des sommes exposées dans le cadre de la procédure sous examen et non pas dans le cadre de la procédure ayant abouti au jugement du tribunal administratif du 15 mars 2004, étant donné qu'il aurait appartenu à la partie demanderesse de demander à ce moment-là une indemnité de procédure, chose qu'elle n'a cependant pas faite. En effet, la procédure engagée antérieurement à celle actuellement en cours est close, de sorte que le tribunal ne saurait y revenir par la condamnation éventuelle de la partie publique au paiement des sommes exposées dans le cadre de cette procédure.

En ce qui concerne la condamnation à une indemnité de procédure relative à la procédure actuellement en cours, eu égard au fait que le directeur de l'administration des Contributions directes a seulement rendu son avis favorable après le dépôt de la requête en désignation d'un commissaire spécial et que la décision finale n'est intervenue qu'en décembre

2004, il y a lieu de condamner l'Etat à une indemnité de procédure évaluée ex æquo et bono à 1000 €.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit la requête inscrite sous le numéro 18319 du rôle en la forme ;

au fond, donne acte à la partie demanderesse qu'elle renonce à sa requête tendant à la désignation d'un commissaire spécial en vue de l'exécution du jugement du tribunal administratif du 15 mars 2004 inscrit sous le n° 17038 du rôle ;

condamne l'Etat à payer à la demanderesse une indemnité de procédure de 1000 € ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 2 février 2005 par :

M. Delaporte, premier vice-président  
Mme Lenert, premier juge  
M. Thomé, juge

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Delaporte